



**PRÉFET  
DE LA MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle  
POLYgone - bâtiment GH  
5 rue Hinzelin - CS 50551  
57009 Metz Cedex

Metz, le 18/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**Cyclamen SAS**

RD662

Lieu-dit Bannstein

57230 Éguelshardt

Références : EGUELSHARDT\_CYCLAMEN\_2025-08-14\_RAPVI\_Plainte\_JPBL\_01694

Code AIOT : 0003014111

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/07/2025 dans l'établissement Cyclamen SAS implanté RD662 Lieu-dit Bannstein 57230 Éguelshardt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

En juin 2025, la DREAL a été destinataire de 27 plaintes portées par un collectif regroupant 80 personnes.

Ces plaintes concernent l'émanation de poussières et nuisances sonores issues de la société Cyclamen en activité 24h/24 et 7j/7.

Les riverains s'inquiètent des impacts sanitaires de ces nuisances.

La visite diligentée a pour objectif de constater les éventuelles non-conformités à l'origine de la plainte.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Cyclamen SAS
- RD662 Lieu-dit Bannstein 57230 Éguelshardt
- Code AIOT : 0003014111
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cyclamen est installée à Eguelshardt depuis 2019. L'installation a été déclarée le 27 septembre 2019 (preuve de dépôt n°A-9-J35BJ7SB7, puis enregistrée le 12 janvier 2022 (arrêté d'enregistrement DCAT/BEPE/n°2022-10 du 12 janvier 2022), pour une activité de tri de métaux présents dans des mâchefers.

Cyclamen est notamment soumise à l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement en raison de son activité de tri de métaux (rubrique 2713) pour une superficie totale de 4 570 m<sup>2</sup>.

**Contexte de l'inspection :**

- Plainte
- Pollution

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Bruits et vibrations
- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Portes du bâtiment	Arrêté Préfectoral du 12/01/2022, article Chapitre 1.3 et Annexe 6 du dossier d'enregistrement (partiels)	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Filtration des poussières	Arrêté Préfectoral du 12/01/2022, article Chapitre 1.3 et Annexe 13 du dossier d'enregistrement (partiels)	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Stockages des matières entrantes et déchets	Arrêté Préfectoral du 12/01/2022, article Chapitre 1.3 et points 7.1.2.1 et 7.1.4.1 du dossier d'enregistrement (partiels)	Mise en demeure, respect de prescription, Prescriptions complémentaires	1 mois
4	Chargement	Arrêté Préfectoral du	Mise en demeure, respect de	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	des poids-lourds	12/01/2021, article Chapitre 1.3 et Point 7.1.4.1 du dossier d'enregistrement (partiels)	prescription	
5	Bruit	Arrêté Préfectoral du 12/01/2021, article Chapitre 1.3 et Point 7.1.4.1 du dossier d'enregistrement et art.25 de l'AM du 06/06/2018(partiels)	Prescriptions complémentaires	1 mois
6	Risques d'envols et poussières	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 22 et 23 (partiels) et Chapitre 1.3 et Point 7.1.4.1 du dossier d'enregistrement	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Consigne d'exploitation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
8	Rejet des effluents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le rapport établi consécutivement à cette visite laisse apparaître six non-conformités :

- l'absence de portes sur l'extension du bâtiment destinée au stockage des produits finis ;
- le nombre de points de rejet atmosphériques installé (2) est inférieur à celui prévu (3) dans le dossier d'enregistrement ;
- des lanterneaux sur la toiture ouverts, laissant de la poussière du procédé de déferrailage être rejeté sans contrôle à l'extérieur du bâtiment ;
- des stockages non autorisés de matières entrantes, intermédiaires ou finales (fines de filtration, mâchefer triés) dans des Grands Récipients pour Vrac Souple (GRVS) ou en vrac à l'extérieur des bâtiments ;
- 2 zones de chargement au lieu d'une seule prévue dans le dossier d'enregistrement ;
- l'absence de consignes d'exploitation pour les opérations susceptibles de générer un accident ou une pollution ;

En application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé en ce sens.

Le rapport laisse également apparaître deux écarts nécessitant des mesures correctives ou un complément d'information :

- limitation des envols par des moyens appropriés;
- le rejet d'effluents aqueux potentiellement pollués dans le ruisseau Falkensteinerbach en aval du site.

Suite à ses observations, l'inspection propose que soit également signé un arrêté préfectoral complémentaire :

- imposant la réalisation de mesures de bruit, considérant les plaintes des riverains et l'absence de mesures existantes ;
- l'évaluation d'une potentielle pollution des sols après l'évacuation des stockages non autorisés en extérieur.

Le contradictoire sur ce projet d'arrêté complémentaire sera réalisé selon les modalités définies avec les services de la préfecture.

Enfin, l'inspection propose de transmettre le présent rapport à l'inspection du travail compte-tenu des conditions de travail constatées à l'intérieur du bâtiment.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Portes du bâtiment

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2022, article Chapitre 1.3 et Annexe 6 du dossier d'enregistrement (partiels)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fermeture
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Chapitre 1.3 de l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2022</u></p> <p>Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande d'enregistrement déposée le 4 septembre 2020 auprès de Monsieur le préfet de la Moselle et complété par courriers des 14 décembre 2020 et 1<sup>er</sup> avril 2021.</p> <p>[...]</p> <p><u>Annexe 6 du dossier d'enregistrement (p 108)</u></p> <p>[...]</p> <p>Les activités de tri et de transformation des métaux auront lieu à l'intérieur des bâtiments, portes fermées.</p> <p>[...]</p> <p><u>Point 7.1.4.1 du dossier d'enregistrement (p 57)</u></p> <p>[...]</p> <p>La réception des matières entrantes (5 camions par jour) [...], auront lieu à l'intérieur du bâtiment de CYCLAMEN-Eguelshardt dont les portes seront maintenues fermées en permanence.</p>

[...]

**Constats :**

L'inspection a été destinataire de vidéos et de photographies de plaignants montrant des portes du bâtiment ouvertes avec des émanations visibles de poussière.

Lors de la visite l'exploitant indique que :

- les portes sont fermées en dehors du passage des camions de livraison (8h/18h en semaine) ou des moyens de manutention et logistique interne (24h/24h) ;
- les portes se ferment automatiquement au bout de 30 secondes une fois arrivée en butée.

L'exploitant indique par ailleurs que la porte de livraison (au nord-est) est en panne et ne s'ouvre plus en raison de la rupture du mécanisme d'entraînement d'ouverture qui doit être remplacé.

Lors de la visite, l'inspection constate que les portes :

- du bâtiment historique qui accueille les opérations de traitement sont fermées ;
- de l'extension destinée au stockage de matériaux (finis ou intermédiaires) en cours de construction communiquant avec les halls d'activité existants sont ouvertes. Par ailleurs, des big bags sont déjà disposés à l'intérieur de cette extension.

Le constat de ces portes ouvertes constitue une non-conformité aux conditions d'exploitation prévues dans le dossier d'enregistrement de l'exploitant.

L'inspection propose à M. le préfet de mettre en demeure l'exploitant de se conformer à la prescription sus-visée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 2 : Filtration des poussières**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/01/2022, article Chapitre 1.3 et Annexe 13 du dossier d'enregistrement (partiels)

**Thème(s) :** Risques chroniques, Filtres

**Prescription contrôlée :**

Chapitre 1.3 de l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2022

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande d'enregistrement déposée le 4 septembre 2020 auprès de Monsieur le préfet de la Moselle et complété par courriers des 14 décembre 2020 et 1<sup>er</sup> avril 2021.

[...]

Annexe 13 du dossier d'enregistrement (p 143)

Le site de CYCLAMEN-Eguelshardt sera équipé de filtres à manches présentant les caractéristiques suivantes.

<p>Tableau 10 : caractéristiques des filtres à manches</p> <p>N° de ligne - Marque de filtre Modèle de filtre - Performance</p> <p>Ligne 1 - INTENSIV IFJC 65-1-2-SX - 5 mg/Nm<sup>3</sup></p> <p>Ligne 2 - R&amp;R-Technik FTR150-105 - 5 mg/Nm<sup>3</sup></p> <p>Ligne 3 - WINTER Cleaner-5000 - 0,2 mg/Nm<sup>3</sup></p> <p>[...]</p> <p>les points de rejets canalisés de CYCLAMEN-Eguelshardt, au nombre de trois, seront équipés de filtres à manches adaptés aux produits de type pulvérulents avec des concentrations au rejet très largement inférieures aux valeurs seuil réglementaires.</p> <p>[...]</p> <p>De part l'absence de point de rejets atmosphériques en toiture, [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique disposer de 7 systèmes de filtration équipés de 24 à 58 poches/filtres de dépoussiérage. Si 3 étaient prévus au dossier, les 4 supplémentaires n'ont pas fait l'objet d'une information préalable de M. le préfet (R181-46 du CE).</p> <p>Sur ces 7 équipements, l'exploitant a présenté à l'inspection 2 points de rejet lors de la visite, contre 3 prévus dans le dossier d'enregistrement.</p> <p>Cette modification constitue une non-conformité par rapport au dossier d'enregistrement.</p> <p>L'inspection propose par conséquent à M. le préfet de mettre en demeure l'exploitant de se remettre en conformité.</p> <p>De plus, lors de la visite, l'inspection constate que 2 lanterneaux sont ouverts au sein de la cellule accueillant les activités de tri des matériaux. L'exploitant indique que les systèmes de fermeture ne sont plus fonctionnels (commande cassée). Ces exutoires de rejets atmosphériques diffus ne sont pas prévus dans le dossier de demande d'enregistrement. Lors de la préparation de la visite, l'inspection avait relevé sur des vues aériennes disponibles en source ouverte des traces de poussière au niveau de 4 lanterneaux en toiture.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

### N° 3 : Stockages des matières entrantes et déchets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2022, article Chapitre 1.3 et points 7.1.2.1 et 7.1.4.1 du dossier d'enregistrement (partiels)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchargement des poids-lourds, étanchéité des sols, conditions de stockage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Chapitre 1.3 de l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2022</u></p> <p>Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et</p>

exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande d'enregistrement déposée le 4 septembre 2020 auprès de Monsieur le préfet de la Moselle et complété par courriers des 14 décembre 2020 et 1<sup>er</sup> avril 2021.

[...]

Point 7.1.2.1 du dossier d'enregistrement (p 54)

[...]

A l'extérieur du bâtiment, il n'y aura donc aucun stockage de matières entrantes ou de déchets,

[...]

De plus, les matières entrantes seront stockées dans l'extension de bâtiment (bâtiment couvert).

[...]

**Constats :**

L'inspection constate la présence de stockages non prévus à l'extérieur du bâtiment à même le sol :

- de matériaux brut en vrac, non couverts au sud du site ;
- environs 20 GRVS de fines notamment extraites des filtrations d'air des installations (exposés à la pluie) au sud-est du bâtiment et d'environ 15 GRVS de fines au nord en bordure d'exploitation (exposés à la pluie), soit environs 35 tonnes.
- sous chapiteau contre le bâtiment :
  - à l'est des produits intermédiaires en vrac issus d'un premier tri d'un mélange de métaux (75-80 tonnes selon l'exploitant), bois plastique et scories.
  - au nord des granulats (fraction 0-3mm) à trier, produits intermédiaires en big bag (90 tonnes selon l'exploitant).
- de bennes au sud dont il n'a pas été possible d'observer le contenu, l'exploitant indique qu'il s'agit de métaux triés en partance.

L'inspection relève des renversements au sol au droit et à proximité de différents bigs bags quelque soit la zone. De plus, l'inspection constate que le revêtement des zones de stockages extérieures est constitué soit de dalles de bétons soit de secteurs gravillonnés ne permettant pas de garantir l'étanchéité des sols.

Ces stockages extérieurs non autorisés sur un sol inadapté à l'étanchéité incertaine constitue une non conformité et sources potentielles de pollution des milieux.

Aussi, l'inspection propose à M. le préfet de mettre en demeure l'exploitant de se conformer à la prescription sus-visée, en évacuant les stockages extérieurs non autorisés de matières et déchets. De plus, l'inspection propose à M. le préfet un projet d'arrêté préfectoral complémentaire afin que l'exploitant réalise des analyses des sols dès l'évacuation des stockages extérieurs non autorisés pour vérifier l'absence d'impact de ces stockages non autorisés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Prescriptions complémentaires

**Proposition de délais :** 1 mois



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2021, article Chapitre 1.3 et Point 7.1.4.1 du dossier d'enregistrement (partiels)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Période de chargement
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Chapitre 1.3 de l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2022</u> Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande d'enregistrement déposée le 4 septembre 2020 auprès de Monsieur le préfet de la Moselle et complété par courriers des 14 décembre 2020 et 1 <sup>er</sup> avril 2021. [...]  <u>Point 7.1.4.1 6 du dossier d'enregistrement (p 57)</u> [...] Les activités extérieures seront constituées du chargement de l'aluminium ou des granulats dans les camions, la zone de chargement étant située à proximité immédiate des alvéoles de stockage de ces matières. Ces chargements sont ponctuels, ils sont évalués à 3 à 5 par jour et auront lieu de jour uniquement. [...]
<b>Constats :</b>  L'inspection identifie 2 zones de chargement sur la face sud-est du bâtiment (côté porte de l'extension et côté cuve de gasoil). Or, le dossier d'enregistrement prévoit 1 seule zone de chargement (côté cuve de gasoil). Cette modification constitue une non-conformité par rapport au dossier d'enregistrement.  L'inspection propose par conséquent à M. le préfet de mettre en demeure l'exploitant de se remettre en conformité. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué recevoir jusqu'à 5 livraisons par jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2021, article Chapitre 1.3 et Point 7.1.4.1 du dossier d'enregistrement et art.25 de l'AM du 06/06/2018(partiels)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Nuisance sonore
<b>Prescription contrôlée :</b>          <u>Article 4 de l'arrêté ministériel sectoriel du 6 juin 2018 - Dossier Installation classée</u> [...]

[...]

- les résultats des mesures sur les effluents et le bruit des cinq dernières années ;

[...]

Article 25 de l'arrêté ministériel sectoriel du 6 juin 2018

#### I. Valeurs limites de bruit

Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
supérieur à 45 dB (A)	5 dB(A)	3 dB(A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.[...]

#### Chapitre 1.3 de l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2022

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande d'enregistrement déposée le 4 septembre 2020 auprès de Monsieur le préfet de la Moselle et complété par courriers des 14 décembre 2020 et 1<sup>er</sup> avril 2021.

[...]

#### Point 7.1.4.1 du dossier d'enregistrement (p 57)

[...]

La réception des matières entrantes (5 camions par jour) et les activités de transformation des matières, réalisées par des machines électriques servant au crible, au dépoussiérage, et aux tris manuels et mécanisés, auront lieu à l'intérieur du bâtiment de CYCLAMEN-Eguelshardt dont les portes seront maintenues fermées en permanence. Les parois externes des bâtiments limiteront ainsi la propagation de bruit vers l'extérieur.

[...]

#### Constats :

Le contrôle fait suite aux plaintes de riverains de bruits provenant de l'installation, notamment la nuit et les jours fériés.

Lors de la visite, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter à l'inspection de mesures de bruit. Il indique :

- qu'une demande de devis est en cours pour réaliser des mesures de bruit ;
- vouloir installer un sonomètre au nord du bâtiment pour son usage.

L'inspection n'a pas observé de transit de camions au cours de la visite.

L'inspection propose à M. le préfet d'imposer une mesure de bruit par arrêté préfectoral complémentaire afin de vérifier le respect des prescriptions applicables.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Prescriptions complémentaires

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 6 : Risques d'envols et poussières

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 22 et 23 (partiels) et Chapitre 1.3 et Point 7.1.4.1 du dossier d'enregistrement

**Thème(s) :** Risques chroniques, Risques d'envols et poussières

#### Prescription contrôlée :

##### Article 22 de l'arrêté du 6 juin 2018 - Risques d'envols et poussières

L'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ;
- s'il est fait l'usage de bennes ouvertes, les produits et déchets entrant et sortant du site sont couverts d'une bâche ou d'un filet ;

[...]

##### Article 23 de l'arrêté du 6 juin 2018 - Odeurs

Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de gaz odorant susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique.

Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassins d'entreposage, etc.) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement, etc.).

[...]

### Chapitre 1.3 de l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2022

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande d'enregistrement déposée le 4 septembre 2020 auprès de Monsieur le préfet de la Moselle et complétée par courriers des 14 décembre 2020 et 1<sup>er</sup> avril 2021.

[...]

### Conformité à l'article 22 :

Les activités l'installation (stockage et tri des matières entrantes) auront lieu à l'intérieur des bâtiments. À l'extérieur se trouveront uniquement les alvéoles de stockage de l'aluminium et des granulats (déchets inertes). Ces alvéoles seront couvertes et fermées et les camions circulant sur le site seront des bennes bâchées,

### Point 7.1.4.1 du dossier d'enregistrement (p 57)

Les activités extérieures seront constituées du chargement de l'aluminium ou des granulats dans les camions, la zone de chargement étant située à proximité immédiate des alvéoles de stockage de ces matières.

### **Constats :**

Lors de la visite, l'inspection note l'absence d'odeur et des sols humides suite aux précipitations de la veille, prévenant l'envol des poussières.

L'exploitant indique que les camions circulent bâchés. L'inspection relève la présence de bennes non bâchées à même le sol, à l'extérieur, à l'est du site dont il n'a pas été possible d'observer le contenu. L'exploitant indique qu'elles contiennent des métaux triés en attente de transport.

L'inspection relève la présence d'alvéoles de stockage de l'aluminium et des granulats au sud du bâtiment conformément aux plans joints au dossier.

Le chargement de ces produits se fait par bande transporteuse de hauteur fixe dont l'inspection n'a pas pu observer l'utilisation. Néanmoins, les signalements réalisés par les plaignants révèlent l'émission de poussières lors des opérations de chargement.

L'exploitant a indiqué avoir conscience du problème et étudier la mise en place d'une nouvelle

<p>bande de chargement équipée d'une goulotte à remontée automatique.</p> <p>Par ailleurs, les GRVS de stockages extérieurs, parfois déchirés, ainsi que les tas en vrac sans abris ou sous chapiteau induisent la présence de débris et fines au sols susceptibles d'entraîner l'envol de poussières.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de justifier et de décrire les dispositions techniques mises en œuvre pour répondre aux prescriptions citées ci-dessus.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 7 : Consigne d'exploitation**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consigne d'exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 12</p> <p>Les opérations susceptibles de générer un accident ou une pollution font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Elles concernent notamment les opérations d'entreposage, de conditionnement des produits ou déchets et de préparation en vue de la réutilisation, ainsi que les travaux réalisés dans des zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou déchets présents.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant indique à l'inspection qu'il ne dispose pas de consignes d'exploitation écrites pour les opérations ou événements susceptibles de générer un accident ou une pollution. Au regard des constats précédents, ces consignes d'exploitation pourront concerner notamment les opérations de chargement/déchargement, l'entretien des filtres à poussière (dé-colmatage, mesure de débit), le nettoyage des installations et des équipements, le vent fort affectant les alvéoles extérieures, cette liste n'étant pas exhaustive.</p> <p>L'inspection propose à M. le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription sus-visée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 8 : Rejet des effluents**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14 (partiel)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exutoires</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

[...]

Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduelles et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.

[...]

**Constats :**

Lors de l'arrivée sur le site, l'inspection a constaté en aval du site, juste à la sortie sud du conduit faisant circuler le ruisseau « Falkensteinerbach » sous les installations, une résurgence au fond du cours d'eau, les eaux rejetés étant troubles.

Plus tard lors de la visite, l'inspection accompagné de l'exploitant a constaté que les rejets d'eau avaient cessés. L'exploitant indique qu'il s'agit des eaux issues des pompes de relevage du chantier connexe de construction des aménagement d'assainissement. À cet effet il a présenté à l'inspection une fosse tampon d'où proviendraient ces effluents, d'aspect clair au moment de l'observation.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de justifier l'origine du rejet aval et les modalités de traitement des eaux.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois